



En quoi l'éducation à l'impôt est-elle importante pour la conformité?

Résumé du document de travail de l'Administration Fiscale Africaine
Par Giulia Mascagni et Fabrizio Santoro

Avoir une connaissance de l'imposition peut participer au développement d'un comportement propice à la conformité. Les citoyens ayant une meilleure éducation sur l'imposition sont capables de s'y retrouver dans des systèmes fiscaux compliqués et peuvent éviter les trop-payés résultants de la complexité des déclarations dues. Ils sont potentiellement plus susceptibles de vouloir être dans la conformité. La littérature sur la conformité fiscale se concentre souvent sur deux ensembles de facteurs expliquant le comportement fiscal: d'un côté les outils de dissuasion, notamment les audits et les amendes, et de l'autre la moralisation de l'impôt qui inclut l'influence des pairs, la réciprocité fiscale et les normes sociales. La bibliographie ne contient que peu de recherches sur l'éducation à l'impôt et l'essentiel des informations viennent de pays à haut revenu. La relation entre connaissance de l'impôt et moralité fiscale n'a que récemment été prouvée, et il n'y a que très peu de connaissances sur son effet direct sur la conformité. Un système fiscal difficile à comprendre peut être perçu comme lointain et injuste, en particulier dans les pays à faible revenu où les services publics sont faibles. Les incertitudes sur les règles fiscales peuvent alimenter la méfiance des citoyens envers le gouvernement et mettre en danger la perception de l'équité et de transparence, réduisant ainsi la volonté de se conformer. Sur ces bases, nous faisons l'état des lieux de l'éducation à l'impôt en Afrique, en enquêtant sur les pièges communs menaçant les initiatives sur le continent, et en établissant des recommandations d'améliorations basées sur les faits.

L'éducation des contribuables en Afrique

En premier, nous avons effectué une étude visant à comprendre ce que les autorités fiscales africaines ont actuellement en place

dans le but d'améliorer l'éducation des contribuables. Nous comptons à la fois sur des sources secondaires (publications, rapports politiques, etc.) et des entretiens approfondis avec les officiels en charge des services aux contribuables au sein des autorités fiscales du Rwanda, de l'Ouganda, du Nigeria, du Kenya et de la Tanzanie. On compte plusieurs formes d'initiatives en faveur de l'éducation à l'impôt en Afrique, notamment: i) la formation sur les aspects pratiques de la taxation (taux d'imposition, délais, etc.), ii) l'informations sur les raisons de payer des impôts, notamment pour financer les services publics, et iii) la création d'un lieu où les citoyens viennent rencontrer l'Etat, améliorant ainsi la perception d'équité et de responsabilité budgétaire, et la participation aux problématiques fiscales. Voici des exemples spécifiques:

- Les Journées Nationales des Contribuables: organisées dans tous les pays africains examinés, c'est une célébration officielle des contributions des contribuables et un appel moral à payer ses impôts. Souvent, comme au Rwanda et au Sénégal, le président lui-même officie à l'événement principal. Dans tout le pays, des initiatives d'éducation sont mises en œuvre autour de l'événement principal.
- L'éducation fiscale à l'école: les plus jeunes générations d'étudiants sont orientées vers une solide culture de la conformité fiscale. Des clubs fiscaux sont formés dans des écoles au Kenya, à Maurice, au Rwanda et en Tanzanie.
- Démarche ludo-éducative autour de la fiscalité: radio, télévision et médias sociaux sont les principaux canaux pour amener l'éducation fiscale dans les foyers. L'impôt devient un sujet agréable et les autorités fiscales s'adressent et éduquent le grand public de manière plus conviviale. Les jeux éducatifs prennent de nombreuses formes:

« Avoir une connaissance de l'imposition peut participer au développement d'un comportement propice à la conformité. Les citoyens ayant une meilleure éducation sur l'imposition sont capables de s'y retrouver dans des systèmes fiscaux compliqués et peuvent éviter les trop-payés résultants de la complexité des déclarations dues. Ils sont potentiellement plus susceptibles de vouloir être dans la conformité. »

feuillets fiscaux au Nigeria, des programmes de radio au Rwanda et en Zambie, campagnes via Twitter au Kenya.

- Formations et séminaires fiscaux: les sessions de formation sont les activités les plus fréquemment organisées par les autorités fiscales dans le but d'éduquer. Cette approche prend la forme d'une salle de cours traditionnelle ciblant des groupes spécifiques tels que les petites entreprises, les agriculteurs ou les commerçants.
- Unités Fiscales Mobiles (MTUs en Anglais): lancées en 2009 en Afrique du Sud, les MTU représentent une stratégie innovante de l'autorité fiscale pour atteindre les contribuables chez eux. Les MTU expliquent le code des impôts et aident les citoyens à remplir leurs formulaires d'imposition.

Les principaux défis

Bien qu'il n'y ait pas eu de réelle évaluation d'impact de ces activités, notre état des lieux, allié aux entretiens, nous permettent d'identifier quatre défis pour l'éducation des contribuables:

- Les impacts peuvent être petits et hétérogènes. Les apports éducatifs sont plus susceptibles d'affecter concrètement les connaissances que les comportements: il se peut qu'une meilleure instruction sur l'impôt n'induit pas automatiquement une meilleure conformité fiscale.
- Faible participation. Les taux de fréquentation sont assez faibles. Il est difficile d'atteindre les contribuables qui bénéficieraient le plus de ces démarches - par exemple, ceux ayant le moins accès à l'éducation. Le faible nombre de participants impacte négativement la fiabilité statistique de toute évaluation basée sur ce petit échantillon. De plus, les participants peuvent représenter un groupe de personnes sélectionné, avec leurs caractéristiques spécifiques, pouvant donc biaiser les résultats réels de l'impact de la formation.
- Budget limité. Les programmes d'éducation fiscale sont souvent sous-budgétés. Le nombre de personnel disponible est souvent insuffisant. Du fait du manque de preuves de l'impact de tels programmes, les responsables politiques préfèrent affecter les fonds à des activités avec des résultats plus immédiats.
- Faible qualité. A cause de l'insuffisance budgétaire, la qualité des ces programmes est souvent mauvaise. Les problèmes techniques et les échecs dans la mise en œuvre sont fréquents.

Tout cela peut alimenter les perceptions négatives parmi les citoyens, entraînant une diminution de la fréquentation.

Pour aller de l'avant

D'après nos résultats de recherche, nous avons défini sept recommandations sur la façon d'améliorer les programmes d'éducation des contribuables en Afrique:

- Rendre le contenu facile à comprendre: par exemple, les contribuables peuvent obtenir des informations sur des questions fiscales spécifiques en direct lors d'une émission radiophonique en Zambie.
- Personnaliser la formation: l'ICTD et la Rwanda Revenue Authority sont en train d'étudier l'impact d'une aide personnalisée durant la période de déclaration fiscale, afin de vérifier si ce type d'intervention peut être efficace pour améliorer la conformité.
- Choisir le moment opportun: les apports éducatifs plus proches de la date limite de déclaration peuvent avoir un plus grand impact sur l'augmentation de la conformité fiscale.
- Impliquer les dirigeants: les autorités nationales et locales et même les célébrités locales sont souvent très efficaces pour encourager la conformité volontaire.
- Cibler les jeunes: façonner de bonnes habitudes fiscales chez les plus jeunes générations est une stratégie clé pour la promotion d'une culture de conformité fiscale.
- Dépasser le technique: les contribuables en Afrique font face à des contraintes techniques concernant le remplissage de leur déclaration et ont aussi des difficultés à percevoir à quoi servent les taxes. Le contenu de ces programmes peut être amélioré en accordant une plus grande attention aux aspects de réciprocité, de transparence et de responsabilité.

Enfin, la recommandation la plus cruciale qui ressort de cette étude est que les autorités fiscales intègrent une évaluation d'impact dans leurs programmes d'éducation à l'impôt, de telle façon que nous puissions apprendre ce qui fonctionne et ce qui peut être amélioré. Les partenariats avec la recherche académique peuvent aider à favoriser une culture de l'élaboration de politiques basées sur les faits. Une meilleure compréhension de ce qui fonctionne en matière d'éducation fiscale est essentielle pour mettre en œuvre des stratégies à la fois financièrement efficaces et présentant un plus grand impact.

Bibliographie

Mascagni, G. and Santoro, F. (2018) 'What is the Role of Taxpayer Education in Africa?', ICTD African Tax Administration Paper 1, Brighton, IDS: April

Crédits

Cet article a été écrit par **Giulia Mascagni**, chargée de recherche à l'Institut of Development Studies (IDS) et directeur de recherche au Centre International pour la Fiscalité et le Développement (ICTD) à Brighton, Royaume-Uni; et **Fabrizio Santoro**, agent de recherche à l'Institut of Development Studies (IDS) et doctorant en économie à l'Université de Sussex.

L'ICTD est financé avec l'aide britannique du gouvernement britannique et de la Fondation Bill & Melinda Gates; cependant, les vues exprimées ici ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles des gouvernements du Royaume-Uni. Les lecteurs sont invités à citer et à reproduire le contenu de la série. En contrepartie, l'ICTD demande à être dûment citée et ces citations doivent être référencé comme ci-dessus.



L'ICTD est basé à l'Institut of Development Studies, Brighton BN1 9RE UK.

© ICTD 2018